

De la liberté des hommes

Caterina Serra

Ces hommes qui m'expliquent la vie est un essai de Rebecca Solnit. Son livre naît d'un épisode qu'elle a elle-même vécu : elle discute avec un homme qui ignore parfaitement qui elle est, et qui reste convaincu qu'elle ne saurait être l'auteure de livres passionnants et fort connus que seul un homme, pense-t-il, pourrait avoir écrits. La scène est devenue l'exemple emblématique du *Mansplaining* : le fait d'expliquer à une interlocutrice, d'un ton paternaliste, des choses dont on estime qu'elle les ignore – des choses qu'il est parfaitement impossible qu'elle les ait elle-même pensées.

Une présomption de savoir, pourrait-on dire.

Mais d'où vient-elle ? Comment un homme se permet-il une telle arrogance ? Quel stéréotype, quel phénomène culturel se révèle ici, à chaque fois qu'un homme, de façon plus ou moins souterraine, refuse à la femme qui se trouve devant lui son statut d'être égal ?

De très nombreuses femmes se sentent en difficulté dans de telles situations, incapables de se faire entendre, poussées à douter d'elles-mêmes, se contentant de rester à l'échelon inférieur, convaincues de ne pouvoir déloger l'homme de ce trône qu'il occupe depuis des siècles. Bien sûr, un beau rire moqueur ferait l'affaire – mais combien, et quelles femmes sont prêtes à cela ? Il y en a, je le sais.

Le fait demeure que les femmes sont encore interrompues lorsqu'elles expriment leur opinion, qu'elles sont sommées de garder le silence, menacées si elles osent ouvrir la bouche, frappées parce qu'elles ont parlé, ou tuées pour qu'elles se taisent à jamais. Il peut s'agir de leur compagnon, de leur mari, de leur père, de leur supérieur, de leur éditeur, d'un nouvel amour, ou même d'un parfait inconnu, un homme qui en veut à une autre, mais qui pense que les femmes font partie d'une catégorie si étroite qu'elles sont interchangeables.

Je sais, il y a un abîme entre supposer qu'une femme ignore quelque chose et la tuer – le même abîme qui sépare un connard d'un assassin. Tout comme je sais qu'une provocation n'est pas un viol, qu'un commentaire ou une appréciation ne relèvent pas toujours du harcèlement, qu'une façon de regarder ou de ne pas entendre une femme n'implique pas forcément le sexisme, et qu'une menace verbale ne correspond pas toujours à un acte. Pourtant, les paroles et les gestes qui induisent une condition de disparité et d'infériorité devraient toujours être classés sous le terme violence. Être réduites au silence, menacées, battues, soumises au chantage ou violées : ces actes sont tous, à des degrés divers, des formes d'abus. Chaque action, chaque parole qui sert l'humiliation, la soumission, la présomption de supériorité, la domination ou le chantage sont les expressions de ce que certaines nomment depuis longtemps la culture du viol, une culture fondée sur l'inégalité et qui a façonné nos relations

jusqu'à aujourd'hui. Une culture qui rappelle aux femmes que ce monde ne leur appartient pas, que les droits d'une femme ne sont pas ceux d'un homme, que la liberté d'une femme ne compte pas autant que celle d'un homme. Quel homme ?

Si l'on admet que l'abus de pouvoir est lié à l'échelle sociale ou à la hiérarchie qui gouverne le monde du travail, on peut se contenter d'observer le phénomène dans des milieux où le pouvoir est synonyme d'argent, de luxe, de célébrité, de carrière. Mais le producteur d'Hollywood, le célèbre metteur en scène ou le responsable politique sont-ils vraiment les seuls à s'arroger le droit de faire chanter des actrices et des danseuses, parce qu'ils ont le pouvoir de faire d'elles des vedettes ou des femmes de chambre à vie ? Ne représentent-ils pas seulement les cas les plus éclatants, ceux de la sphère publique ? Ce qui advient dans une chambre dorée du Ritz Carlton est-il différent de ce qui se passe dans un bureau des étages inférieurs, dans une maison de banlieue, ou dans un bar ? L'abus de pouvoir se limite-t-il à ce pouvoir-là, économique, social, juridique ? N'est-il pas simplement, et fatalement, lié à un pouvoir que l'histoire et la culture ont distribué en parts inégales aux hommes et aux femmes ?

Le type de pouvoir qui s'exerce ici est fondé, de toute évidence, sur l'inégalité. Et celle-ci n'est pas un accident, un privilège temporaire accordé à l'homme qui règne sur certains milieux, qui domine certains cercles. C'est plutôt une condition, un état qui traverse les siècles, et qui plonge des racines profondes dans l'histoire et dans la culture. Parler de violence n'a aucun sens si l'on ne tient pas compte de cette dimension historique et culturelle. Celui qui se sent autorisé à contrôler une femme, à lui donner des ordres, à exercer sur elle un droit de vie et de mort, est un homme auquel toute l'histoire raconte qu'il peut se le permettre, qu'il a le pouvoir d'un dieu – voire même qu'il *est* dieu.

Qu'est-ce qui le fait se sentir tellement fort qu'il ose pratiquer le chantage sexuel, tellement sûr de ne subir aucune conséquence s'il se met à harceler une femme ou s'il finit par la violer ? Qu'est-ce qui le fait adhérer à une mentalité misogyne toujours humiliante et dégradante, même quand elle ne s'exprime que par des mots, même lorsqu'elle prend les airs d'une plaisanterie ?

Quelle femme ne s'est jamais entendu dire : les hommes sont ainsi par nature, on le sait, ils ont besoin de se sentir forts, virils, ils ont besoin de faire l'amour, ils doivent se défouler, cela fait partie de leur masculinité, de leur ADN, de leur nature de mâles ? Et quel homme a remis en question l'inégalité historique des rapports de force entre les sexes, ce déséquilibre qui définit jusqu'à ce jour le langage de l'amour, l'acte sexuel, les modalités et les dynamiques de toute relation ?

Le langage est pouvoir, les mots définissent une situation, un comportement, en lui attribuant des acceptions négatives ou positives. Quand la culture change, c'est la perception elle-même qui se transforme.

La violence domestique définit aujourd'hui le fait de « battre sa femme ». Avant de parler de harcèlement sexuel, on disait « faire la cour », « courtiser », on parlait de « séduction » ou d' « avances ». Pour caractériser ce qui est bon ou mauvais, plaisant ou irritant, légitime ou inacceptable, il est nécessaire de reconnaître les parties prenantes comme sujets – et ces sujets ne sont pas un, mais deux. Si une chose relève, pour l'un, d'un droit

séculaire, d'une expression de son autorité et de son pouvoir, il est clair que le terme qui définit son comportement ne revêtira pas un caractère négatif.

Un des mots utilisés dans nos relations est le mot « conquête ». On conquiert un territoire, une ville, et ce mot implique le fait de soumettre, de réprimer, d'occuper. On emploie des armes pour obtenir une reddition. Depuis combien de siècle utilisons-nous cette expression pour dire que l'on a réussi à séduire une femme, qui aurait pu être « prise » par d'autres ? Et de combien d'autres faudra-t-il ensuite la défendre, la préserver, comme une propriété ? Posséder, c'est le verbe que l'on emploie pour une personne, pour dire l'acte sexuel – posséder un corps, c'est plus ou moins comme posséder une voiture, une maison, un chat.

On conquiert la femme, on la possède, selon les modalités établies par une certaine culture masculine, agressive et prédatrice, au sein de laquelle la limite entre faire l'amour et violer a toujours été ténue. Comment est-il possible qu'un homme se permette de faire taire une femme qui dénonce son comportement, ses actes ou ses paroles – qu'il puisse lui dire, ou lui hurler : « Tu es folle, tu l'as cherché, tu as bu, tu déliras, tu es paranoïaque, manipulatrice, vicieuse, menteuse, hystérique » ? Discréditer pour faire taire. On peut l'appeler syndrome de Cassandre, du nom de la prophétesse dont on fait fi. La malédiction éternelle de ne pas être crue, le scepticisme qui accueille ses prophéties, qui naît de l'orgueil blessé d'Apollon, avec qui elle refusait de faire l'amour. Cela vous rappelle quelqu'un ?

Aujourd'hui, les médias et la place publique, toujours prêts à dresser des piloris, sont un mégaphone que chacune peut utiliser pour lancer son propre cri – un moyen de se rassurer, de s'unir dans un chœur qui renforce les voix de toutes les femmes qui hésitent encore entre la peur et la liberté. Mais c'est aussi un instrument politique de banalisation, de généralisation, qui nie la complexité d'un objet qui, bien qu'il pèse sur les dynamiques de toutes et de tous, mériterait un approfondissement, une réflexion, une analyse, et qui devient hélas méconnaissable, gonflé par un bombardement télévisuel vulgaire, enivré de mots usés, prévisibles, liés à un imaginaire sexiste et adaptés surtout à une attention purement voyeuriste. Le visage réel d'un système de pouvoir est réduit à un masque triste et farceur, à la caricature grotesque d'un pays et d'une culture devenue globale. Difficile de lui donner crédit.

En se focalisant sur l'homme de pouvoir, en diabolisant l'homme célèbre, on risque fort de dévier l'attention. Et cette tentative de dérobage n'est pas innocente. Il faudrait parler de masculinité, de l'« être mâle », de rôles masculins, de culture patriarcale. Il faudrait insister sur le fait que le lieu de travail n'est qu'une extension, un reflet de la vie privée et de la longue histoire de légitimation de la violence à l'intérieur des maisons, au sein du mariage, au cœur des familles et des relations amoureuses. C'est ce que font les femmes depuis cinquante ans, en continuant à remettre en question toutes les relations – pas seulement les relations hétérosexuelles et binaires, mais aussi celles qui régissent ces identités fluides que l'histoire, procédurière et phobique, n'a pas fixées. Elles continuent à le faire, dans l'intimité des chambres, dans des centres pour femmes, dans des refuges pour victimes de violences conjugales – dans tous les lieux de la cité qui portent le mouvement et la pensée féministes, cette onde qui continue de révolutionner les rôles et les lois du comportement social, collectif et individuel.

C'est la liberté qui est en jeu, évidemment. Celle de circuler, de décider, d'être. Les femmes ont toujours dû se battre pour la gagner, elles ont marché, parlé, hurlé, elles se sont confronté à son absence, que ce soit à l'intérieur des maisons ou sur la place publique. Et elles ont su mettre des mots sur leur condition de sujétion et d'oppression – et elles ont su inventer des mots nouveaux, pour faire valoir leurs droits. Elles ont repris le pouvoir sur leurs vies, sur leur capacité de procréer, sur leur sexualité. Elles ont changé une culture et une histoire, provoquant la réforme – tardive, certes – de codes et de lois. En Italie, le crime d'honneur et le mariage réparateur ont été abolis en 1981 seulement, et jusqu'en 1996 le viol était encore considéré comme un délit contre la morale, contre les bonnes mœurs et l'ordre familial : il ne concernait la femme qu'en tant que propriété publique, génitrice de la nation. Il n'était nullement question de la personne, de son corps, de son autodétermination. Il reste beaucoup à faire. Qu'il suffise de penser à certains rites, avec toute leur symbolique, tel celui du père qui mène sa fille à l'autel pour la « passer » au futur mari, d'homme à homme, faisant ainsi perdurer une économie domestique, un ordre social qui repose encore sur le caractère sexuel de la femme, une femme que l'on estime devoir protéger, contrôler, mettre en sécurité.

Ce qui doit être changé, c'est le regard et le comportement des hommes envers les femmes. Car s'il est vrai que tous les hommes ne sont pas pareils, il est également vrai que toutes les femmes ont subi, subissent et pourraient subir encore des atteintes que les hommes n'hésiteraient pas à qualifier de terroristes. Imaginez que ce ne soit pas une femme, mais un homme qui, tous les deux jours, mourrait sous les coups d'une femme, pour reprendre les chiffres de l'Italie ou de la France, deux pays européens qui s'estiment parmi les plus évolués... Ne sonnerait-on pas l'alerte terroriste ?

Il revient désormais aux hommes de se repenser, de prendre position. Afin que personne ne puisse imaginer que s'ils ne s'interrogent pas, s'ils ne remettent pas en cause un statut atavique et séculaire, c'est à cause de l'effort intellectuel, matériel et physique que cela demanderait. Que cela leur coûterait trop, de renoncer à la position privilégiée que l'inégalité leur garantit. Qu'il leur serait pénible de céder la place, de quitter la salle des commandes, de renoncer à la valeur économique qui en dérive – et de renoncer au temps, le leur, encore si peu dédié au soin et au support d'autrui. Qu'il leur paraîtrait trop difficile de se priver d'un langage qui les détermine, les unit et les arme.

Aujourd'hui, et chaque jour davantage, c'est la liberté des hommes qui est menacée. La liberté de continuer à agir et à parler comme si de rien n'était, la liberté de ne rien changer, de ne pas tenir compte des droits et des libertés des femmes – légitimés par une histoire et une culture dans laquelle ils se sentent en droit de les intimider, de les déprécier, d'abuser d'elles.

Une histoire entièrement rédigée au masculin, et que les femmes ont commencé à réécrire depuis longtemps. Cette histoire a maintenant besoin de la voix des hommes, d'une voix nouvelle – elle a besoin des mots, des écrits et des actes d'hommes nouveaux.